

la carte blanche

Yves Hellendorff Secrétaire national CNE ; **Patricia Piette** Secrétaire nationale CNE ; **Eugène Ernst** Secrétaire général CSC Enseignement.

Rupture CDH-PS : deux ans de travail perdus !

Après la décision du CDH de mettre fin à la coalition avec le PS, le secteur du non-marchand dénonce un « coup de barre à droite et un macronisme aigu ». La partie francophone du pays vit désormais sous la menace des mêmes recettes d'austérité que celles qui sont imposées par la coalition N-VA/MR au fédéral.

A un moment où la confiance dans les politiques est au plus bas, au-delà de la « bonne gouvernance » en termes de méthode, il s'agit avant tout de pouvoir faire valoir des améliorations significatives des conditions de vie à court et long terme pour la population.

Les gouvernements que le CDH a débranchés sont responsables de matières fondamentales pour la démocratie et une société juste telles que le social, la

santé et la culture - les matières de la compétence de la Wallonie, de Bruxelles ou de la Fédération Wallonie-Bruxelles couvrent notamment l'enseignement, l'aide aux personnes (aides aux familles ou aux personnes handicapées, les maisons de repos...) les allocations familiales, l'accueil de l'enfance, l'aide à la jeunesse, le socioculturel, l'audiovisuel, la culture... mais aussi l'emploi, l'aménagement du terri-

toire...

Le rythme d'une démocratie enrichie par la concertation n'est pas le rythme des populistes.

Quand un gouvernement se met en place, il lance une série de dossiers. Une partie de ces dossiers nécessite à la fois une concertation intense et un parcours parlementaire long. Le pari des gouvernements est à chaque fois d'être en capacité de faire avancer ces dossiers assez

« rapidement » pour qu'ils aboutissent dans le cadre de la législation. Ce qui explique que lors de la dernière année de législature, on laisse régulièrement tomber certains dossiers (« plus le temps d'aboutir ») en privilégiant et accélérant les travaux sur d'autres.

En effet, la plupart des dossiers non finalisés seront largement (ou totalement) remis en cause par la nouvelle majorité suivante.

Dans le secteur non marchand (au sens large), les exécutifs francophones ont lancé de nombreux chantiers importants pour le bien-être de la population.

Quelques exemples :

- Le pacte d'excellence de l'enseignement

- L'intégration des matières transférées lors de la dernière réforme de l'Etat (maison de repos, allocations familiales, aides à l'emploi - APE - ACS)

- Les accords Non Marchand

- La réforme de l'accueil de l'enfance, y compris les secteurs repris récemment par l'ONE

- Le statut des accueillantes d'enfants conventionnées.

Au sein des gouvernements francophones, le CDH disposait de compétences largement plus importantes que sa représentativité par rapport au PS, surtout en

Le rythme d'une démocratie enrichie par la concertation n'est pas le rythme des populistes

fédération Wallonie-Bruxelles, où la ministre Gréoli cumulait l'ensemble des matières Enfance et Culture, et la ministre Schyns, l'Enseignement obligatoire.

En claquant la porte, le CDH a dû prendre en compte que la grande partie du travail fourni par ses ministres depuis 2 ans dans ces matières (Prévot,

Schyns, Gréoli, Fremault...) est jeté à la poubelle ! Et que l'ensemble des bénéficiaires en attente des résultats de ces travaux, sont floués par cette décision. Quasiment aucun de ces dossiers ne pourra être finalisé !

Au-delà de la déception, c'est une incompréhension totale.

À qui profite le crime ? La population a-t-elle compté aussi

peu dans la balance au moment de la prise de décision des instances du CDH ? Quelles instances d'ailleurs ?

Quand il s'agit de valider la participation à un gouvernement, les partis demandent l'aval de leurs « congrès ». Pour la quitter avec de telles conséquences, qui prend la décision ?

Pour nous, représentants des travailleurs et défenseurs des services de qualité pour la population, nous ne pouvons interpréter la décision du CDH que

comme un virage à droite, vers une politique d'austérité. Quand le CDH déclare que la rupture est due au fait que le PS s'est musclé vers la gauche, et qu'en même temps, la plupart des mesures qui amélioraient le bien-être de la population passent à la trappe, nous pouvons dès à présent prédire au CDH un automne chaud ! Nous ne laisserons pas les recettes d'austérité fédérales N-VA/MR contaminer la partie francophone du pays ! Non, le CDH ne deviendra pas le centre de l'échiquier politique francophone en vendant son âme aux idéologies droitières MR/N-VA.

La population francophone vaut mieux que ça. On ne peut pas prendre l'excuse de la bonne gouvernance pour cacher une volonté de gouverner à droite. ■